

C.D.P.L.

Groupe de travail « Démocratie et citoyenneté »

Rencontre avec le Directeur du Logement de l'association Agora Services

le 6 juillet 2016

Présents : Bruno CHEVRIER (Directeur du Logement), Marc POUVREAU, Gabriel DANTO, Jean BESSIAS (C.D.P.L.)

L'objectif de la réunion est d'envisager les possibilités de mettre en place des actions communes entre les jeunes logés en F.J.T. et le C.D.P.L.

B. Chevrier nous indique que son association vient d'être également sollicitée par la Chaire de recherche sur la jeunesse de l'Ecole des Hautes Etudes d'Action Publique qui a obtenu un financement important pour mener, durant 3 ans, une étude-action sur la Bretagne impliquant notamment trois quartiers de Lorient : Kervénanec, Bois du Château et Agora Services (en qualité de structure soutenue par l'ANRU).

Il expose son constat : les FJT sont sans doute bien placés pour mettre en place des actions avec les jeunes, du fait que ceux y résident en permanence. Cependant, en fait, ils participent peu au Conseil de Vie Sociale; ils sont consuméristes.

Il est circonspect quant à l'intérêt réel de faire une étude sociologique qui risque de rester très théorique, mais de ne rien changer sur le terrain. Les jeunes ne seront intéressés que si cela débouche sur des applications concrètes au quotidien.

Quant au C.D.P.L., de par sa position d'interface entre les citoyens et les élus, il a rencontré, durant ces derniers mois, quasiment tous les maires du Pays de Lorient. Certains ont fait part de leur préoccupation concernant les habitants « qu'on ne voit pas ».

Nous faisons un constat partagé : la faible considération portée aux jeunes non étudiants par les élus. Exemple : le P.L.H. où les jeunes sont rangés dans la catégorie « publics spécifiques », au même titre que les gens du voyage et les personnes âgées. Ce sont des publics qui n'intéressent pas les élus : ceux-ci ne prennent en considération que les étudiants. Les responsables politiques ont, en général, une image déformée de la jeunesse. Les jeunes se sentent oubliés. On est incapables de les intégrer, de leur donner leur place. Tout se passe comme s'ils constituaient un enjeu pour les élus, alors qu'en fait, il ne se passe rien.

Par ailleurs, il ne nous semble pas que la démocratie soit un sujet de préoccupation chez les jeunes. Aujourd'hui, elle paraît aboutie. C'est comme si, les droits ayant été acquis, il n'est plus nécessaire de se battre. Les jeunes oublient que la démocratie, c'est fragile. Ils ne vont même pas voter (exemple du « Brexit » : les jeunes Britanniques majoritairement ne voulaient pas sortir de l'Europe, mais ils ne sont pas allés voter).

Les jeunes ont maintenant le droit de disposer d'un revenu (la Garantie Jeune) moyennant un engagement, d'une durée limitée, dans une démarche leur permettant d'être accompagnés. En fait, ils choisissent la durée d'accompagnement la plus courte possible, au détriment même de leurs possibilités d'insertion.

Bref, on n'incite pas les jeunes à se responsabiliser, à être acteurs de leur devenir. Cf l'échec relatif de l'apprentissage. Celui-ci implique un engagement que beaucoup de jeunes préfèrent éviter. Les FJT constatent que beaucoup de jeunes semblent découvrir qu'il y a des règles à respecter. On peut même s'interroger sur les résultats à long terme des actions réalisées au niveau des écoles primaires par des enseignants qui conduisent les jeunes à se responsabiliser. A terme, on constate un désinvestissement de la sphère publique.

On s'interroge sur ce que les adultes en responsabilité doivent faire pour intégrer les jeunes. Dans les instances de type Conseil d'administration, ils ne sont pas intéressés par des notions comme la nécessité de respecter les « équilibres économiques », etc., avec des personnes qui ne sont pas de leur génération, même s'ils devront pourtant faire avec elles toute leur vie (démographie vieillissante durable).

Le C.D.P.L. a d'ailleurs vu sa commission « Jeunesse » cesser de fonctionner au bout de quelques mois, faute de participants.

De plus, la grosse difficulté pour les FJT est le temps : la population des résidents se renouvelle presque entièrement deux ou trois fois par an, ce qui altère les dynamiques de groupe et oblige prendre en compte la culture de l'immédiateté du résultat. On peut mobiliser les jeunes dans le cadre de stages, sur 6-8 mois, c'est-à-dire quand le groupe est stable, dans un contexte un peu contraint.

Il ne s'agit donc pas de proposer une rencontre où le CDPL présenterait ses actions, ses objectifs. Une telle réunion aurait peu de chances de succès. D'ailleurs, les institutions présentes au CA d'Agora (syndicats, mouvements,...) n'interviennent pas au niveau des jeunes des FJT. Ces difficultés existent à tous les niveaux en France.

Les jeunes seront intéressés par des actions au niveau de la ville, là où ça bouge. Des actions avec les jeunes n'ont de chances d'aboutir que si l'objectif est visible avec un résultat à court terme, et en trouvant des biais : une thématique qui présenterait une certaine attractivité, par exemple, des activités sportives, ou une préoccupation qui leur soit vraiment propre, par exemple, sur les déplacements. On constate qu'ils rencontrent des problèmes à ce niveau, mais qu'ils ne sont pas intéressés par les bus, ni par le vélo (alors qu'Agora gère le service « vélo » de la ville).

Faut-il que ce soit un projet conduit par les élus ?

Il faut partir de leurs envies et de les accompagner dans la mesure de nos compétences. Le C.D.P.L. pourrait jouer un rôle de parrainage, de référent, de lien désintéressé. Ce qui ferait notre intérêt, ce sont notre expérience, notre personnalité, nos savoir faire, notre regard. C'est par la relation individuelle que le contact sera plus facile, que le dialogue sera possible. A nous, membres du C.D.P.L., de définir ce que nous pouvons apporter.